ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 13 avril 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires effectuant des missions à l'étranger", a donné en sa séance du 12 mai 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifixations qui rencontrent les intentions du Gouvernement. Ces modifications sont contenues dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e April 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die zendingen in het buitenland volbrengen", heeft ter zitting van 12 Mei 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, een aantal wijzigingen in het ontwerp aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering. Zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE DU REGENT FIXANT LE REGIME D'INDEMNISATION APPLICABLE AUX MILITAIRES ET AUX PERSONNES ASSIMILEES AUX MILITAIRES, ACCOMPLISSANT DES MISSIONS A L'ETRANGER.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu l'autorisation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'avis conforme de la commission consultative du contrôle et du contentieux, au sujet du régime des allocations familiales;

Vu l'avis du Premier Ministre donné le 7 février 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. Régime d'indemnisation applicable aux militaires et assimilés accomplissant des missions temporaires hors du Royaume.

Section 1ère. Remboursement des frais de séjour.

Article 1er.-

Les missions accomplies hors du Royaume, excepté

./...

au Congo belge et au Ruanda-Urundi, donnent droit au remboursement des frais de séjour sur production d'un mémoire justificatif.

Toutefois, des indemnités journalières forfaitaires couvrant les frais de séjour sont fixées dans les annexes du présent arrêté pour les missions accomplies dans certains pays; elles sont allouées suivant les modalités fixées aux articles 2 à 7.

Article 2.-

Les indemnités journalières forfaitaires comprennent :

1° une indemnité couvrant les frais divers qui est due en toute circonstance;

2° une indemnité couvrant les frais de nourriture qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été nourri aux frais de l'Etat;

3° une indemnité couvrant les frais de logement qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été logé aux frais de l'Etat.

Article 3.-

§ 1er. La mission est dite "simple" lorsqu'elle ne nécessite qu'un séjour temporaire dans un seul pays autre que le pays de départ.

La mission est dite "multiple" lorsqu'elle nécessite des séjours temporaires successifs dans plusieurs pays autres que le pays de départ. Elle est considérée comme une succession de missions simples au départ de chaque pays.

§ 2. La mission est en pays rapproché ou en pays éloigné selon que, par la voie désignée par le Ministre de la Défense nationale, le pays où elle doit s'accomplir, est atteint ou non le lendemain du jour du départ.

Article 4.-

Lorsqu'une mission simple est accomplie dans un pays rapproché du pays de départ, les indemnités forfaitaires prévues pour le pays où le militaire se rend, sont dues pour la durée de la mission, y compris les jours de départ et de retour.

Article 5.-

Lorsqu'une mission simple est accomplie en pays éloigné du pays de départ, les indemnités forfaitaires prévues pour le pays où le militaire se rend, sont dues depuis le lendemain de l'arrivée à destination jusqu'à la veille du départ.

Pendant la durée des voyages aller et retour, en ce compris les jours de départ et d'arrivée, le militaire en mission est indemnisé de ses frais de nourriture, de logement et divers, sur production d'un mémoire justificatif.

Article 6.-

Lorsqu'au cours d'une même journée, le militaire accomplit une mission dans des pays différents, il est indemnisé de ses frais de nourriture, de logement et divers sur la base du taux le plus élevé lorsqu'il existe un taux forfaitaire pour chacun des pays, ou sur production d'un mémoire justificatif s'il n'existe pas de taux forfaitaire pour un des pays.

Article 7.-

Lorsque la mission comporte un séjour ininterrompu d'au moins quinze jours au même endroit, les indemnités forfaitaires sont réduites de 10 p.c. pour la durée de ce séjour.

Section II. Remboursement des frais de transport.

Article 8.-

L'autorité qui ordonne le déplacement détermine l'itinéraire à suivre et le moyen de transport à utiliser.

Les frais de parcours, y compris les frais éventuels de voiture pour les changements de gare, les trajets de la gare à l'hôtel et vice versa etc..., et le transport d'un maximum de bagage fixé par le Ministre de la Défense nationale, y compris la manutention et l'assurance, sont remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section III. Remboursement de frais exceptionnels.

Article 9.-

Sur décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels, et notamment les frais médicaux et pharmaceutiques, peuvent être remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

CHAPITRE II. Régime d'indemnisation applicable aux militaires et assimilés désignés pour suivre des cours ou accomplir un stage à l'étranger.

Article 10.-

Lorsqu'un militaire ou assimilé est désigné pour suivre des cours ou accomplir un stage à l'étranger, il est indemnisé :

./...

1° des frais de nourriture, de logement et des frais divers, sur production d'un mémoire justificatif, s'il n'a pu être logé et nourri gratuitement aux frais de l'Etat; toutefois, lorsqu'il existe des indemnités forfaitaires pour le pays considéré,il est indemnisé de ses débours pour frais divers par l'octroi de l'indemnité prévue à l'article 2, 1°;

2° de ses frais de transport et de ses frais exceptionnels suivant les dispositions des articles 8 et 9.

CHAPITRE III. Régime d'indemnisation applicable aux militaires et assimilés attachés en permanence aux organismes militaires établis à l'étranger.

Section 1ère. Remboursement des frais de séjour.

Article 11.-

Des indemnités forfaitaires dites "indemnités de service permanent à l'étranger", fixées dans les annexes du présent arrêté, sont allouées suivant les modalités fixées aux articles 12 à 16 aux militaires et assimilés attachés en permanence aux organismes militaires établis à l'étranger.

Elles sont payables mensuellement et à terme échu.

Article 12.-

Les indemnités de service permanent à l'étranger comprennent :

1° une indemnité couvrant les frais divers qui est due en toutes circonstances;

2° une indemnité couvrant les frais de nourriture qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été nourri aux frais de l'Etat;

3° une indemnité couvrant les frais de logement qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été logé aux frais de l'Etat.

Article 13.-

§ 1er. Les indemnités de service permanent sont dues à partir du lendemain du jour où le militaire rejoint son poste jusqu'à la veille du jour où il quitte définitivement celui-ci.

§ 2. Depuis et y compris le jour où il quitte la Belgique, jusques et y compris le jour de son arrivée au poste qu'il rejoint, depuis et y compris le jour où il quitte son poste en cas de cessation de fonction jusques et y compris le jour de son retour en Belgique, l'intéressé est considéré comme effectuant une mission temporaire à l'étranger et les dispositions de la section 1ère du chapitre 1er du présent arrêté lui sont applicables.

Article 14.-

Le militaire attaché en permanence à un organisme militaire à l'étranger, chargé d'une mission dans le pays ou hors du pays où se trouve installé l'organisme auquel il est attaché, est considéré, depuis et y compris le jour du départ jusques et y compris le jour du retour, comme effectuant une mission temporaire à l'étranger et les dispositions du chapitre 1er du présent arrêté lui sont applicables.

Si la mission a lieu en Belgique, les taux des indemnités auxquelles le militaire a droit sont ceux prévus par la réglementation relative aux indemnités de déplacement à l'intérieur du Royaume.

Durant ces missions, les indemnités de service permanent à l'étranger sont réduites à l'indemnité couvrant les frais de logement pour autant que le militaire bénéficie de celle-ci au siège de son organisme.

Article 15.-

Durant les congés de faveur, d'urgence ou de convalescence, le militaire a droit :

1° à la moitié des indemnités pour frais de nourriture et de frais divers, qu'il bénéficie ou non, au lieu où l'organisme a son siège, d'une indemnité pour frais de nourriture;

2° à l'indemnité pour frais de logement, pour autant qu'il en bénéficie au lieu où l'organisme a son siège.

Article 16.-

§ 1er. Lorsqu'un militaire attaché à un organisme militaire ayant son siège dans un pays étranger est désigné pour être attaché en permanence à un organisme militaire ayant son siège dans un autre pays étranger, les indemnités de service permanent à l'étranger fixées pour le pays qu'il quitte cessent de lui être dues à partir du jour du départ inclusivement; les indemnités fixées pour le pays de son nouveau poste lui sont dues à partir du lendemain du jour de son arrivée à destination.

§ 2. Durant le déplacement, l'intéressé est considéré comme effectuant une mission temporaire à l'étranger et les dispositions de la section 1ère du chapitre 1er du présent arrêté lui sont applicables.

Section II. Remboursement des frais de transport.

Article 17.

§ 1er. L'autorité qui ordonne le déplacement détermine l'itinéraire à suivre et le moyen de transport à utiliser.

§ 2. Les militaires appointés peuvent, moyennant autorisation préalable du Ministre de la Défense nationale, se faire accompagner par leur famille.

Par famille, il faut entendre l'épouse et les enfants mineurs à charge.

Exceptionnellement et moyennant autorisation spéciale et préalable du Ministre de la Défense nationale, les enfants âgés de plus de 21 ans et, éventuellement, d'autres personnes à charge pourront être considérés comme faisant partie de la famille.

§ 3. Les frais de parcours du militaire ou assimilé et éventuellement de sa famille, y compris les frais éventuels de voiture pour les changements de gare, les trajets de la gare à l'hôtel et vice versa etc..., les frais de transport d'un maximum de bagages fixé par le Ministre de la Défense nationale,y compris la manutention et l'assurance,sont remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Article 18.

Il n'est remboursé aucun frais de transport pendant les congés.

../..

Toutefois, pour les congés passés en Belgique après les périodes de service à l'étranger, le militaire bénéficie pour lui et sa famille d'un voyage gratuit aller et retour.

Par période de service, il faut entendre le temps pendant lequel le militaire exerce ses fonctions ou est considéré comme les exerçant.

Ces périodes seront fixées par le Ministre de la Défense nationale pour chaque organisme.

Section III. Remboursement des frais exceptionnels.

Article 19.

Sur décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels, et notamment les frais médicaux et pharmaceutiques, peuvent être remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section IV. Allocations pour charge de famille.

Article 20.

§ 1er. Le militaire appointé en service permanent à l'étranger, qui se fait accompagner ou rejoindre par des enfants mineurs dont il a la charge, bénéficie du régime d'allocations familiales applicable aux militaires dont les enfants sont élevés à l'intérieur du Royaume.

§ 2. Il lui est alloué, en outre, une indemnité journalière fixée à sept francs pour chacun de ces enfants.

Article 21.

Les allocations prévues à l'article 20 restent intégralement dues quand le militaire appointé en service permanent à l'étranger se trouve dans un des cas prévus aux articles 14 et 15 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. Dispositions finales.

Article 22.

Sont abrogés :

1° les articles 2 et 27, 4°, du règlement sur les indemnités de déplacement des officiers et militaires de rang subalterne ainsi que des fonctionnaires et agents civils ressortissant au département de la Défense nationale, approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1931;

2° l'arrêté du Régent du 24 janvier 1948 modifiant les taux des indemnités allouées aux militaires en service dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

3° l'arrêté ministériel du 12 juillet 1948 fixant, à partir du 1er janvier 1948, les indemnités allouées au personnel temporaire en fonction dans les bureaux de l'attaché militaire à Paris ainsi que les indemnités de stages ou de missions en France.

Article 23.

Pour les militaires qui, entre le 1er janvier 1949 et la date de publication du présent arrêté, étaient affectés en permanence à un organisme militaire ayant son siège en pays étranger, l'indemnité de service permanent à l'étranger à laquelle ils peuvent normalement prétendre pour cette période leur est due en entier quels que soient les missions et déplacements de service qu'ils auraient pu effectuer. Les frais de logement qu'ils auraient exposés au cours de ces missions et déplacements de service leur seront remboursés sur la base des frais réels.

Article 24.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, les dispositions du chapitre III sortent leurs effets à la date du 1er janvier 1949.

Article 25.

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT:
Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

-=-=-=-

Tableau annexé à l'arrêté du Régent fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires, accomplissant des missions à l'étranger.

1. Taux des indemnités forfaitaires de séjour
   (dans les tableaux)
   indemnité pour frais de nourriture | indemnité pour frais divers | indemnité pour frais de logement.

2. Taux des indemnités de service permanent à l'étranger
   (dans les tableaux idem que ci-dessus).

   (en fin des annexes)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Régent du

PAR LE REGENT :
Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

BESLUIT VAN DE REGENT TOT VASTSTELLING VAN HET VERGOEDINGSTELSEL TOEPASSELIJK OP DE MILITAIREN EN DE MET MILITAIREN GELIJKGESTELDE PERSONEN DIE OPDRACHTEN IN HET BUITENLAND VERVULLEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet ;

Gelet op de machtiging van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg gegeven op eensluidend advies van de commissie van advies betreffende de contrôle en de betwiste zaken, in verband met het stelsel der kindertoeslagen ;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister gegeven de 7e Februari 1950 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I. Vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en gelijkgestelden, die tijdelijke opdrachten buiten het Rijk vervullen.

.../...

Afdeling 1. Terugbetaling van de verblijfkosten.

Artikel 1.-

De opdrachten buiten het Rijk, Belgisch Congo en Ruanda-Urundi uitgezonderd, geven recht op terugbetaling van de verblijfkosten, tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Echter worden, voor de opdrachten in bepaalde landen, forfaitaire dagelijkse vergoedingen tot dekking van de verblijfkosten vastgesteld; zij worden uitgekeerd volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 2 tot 7.

Artikel 2.-

De forfaitaire dagelijkse vergoedingen omvatten :

1° een vergoeding tot dekking van allerlei kosten, die in alle omstandigheden verschuldigd is ;

2° een vergoeding tot dekking van de voedingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten werd gevoed ;

3° een vergoeding tot dekking van de huisvestingskosten, die slechts uitgekeerd wordt indien de militair niet op Staatskosten werd gehuisvest.

Artikel 3.-

§ 1. De opdracht wordt "eenvoudig" genoemd, wanneer zij slechts een tijdelijk verblijf in een enkel land buiten dat van afreis noodzakelijk maakt.

.../...

De opdracht wordt "veelvoudig" genoemd, wanneer zij opeenvolgende tijdelijke verblijven in verschillende landen buiten het land van afreis noodzakelijk maakt. Zij wordt beschouwd als een opeenvolging van eenvoudige opdrachten ingaande met de afreis in elk land.

§ 2. Er is opdracht in een nabijgelegen of opdracht in een afgelegen land, naar gelang men het land, waar zij moet vervuld worden, al dan niet daags na de afreis langs de door de Minister van Landsverdediging aangewezen weg bereikt.

Artikel 4.-

Wanneer een eenvoudige opdracht in een nabij het land van afreis gelegen land wordt vervuld, zijn de forfaitaire vergoedingen, bepaald voor het land waarheen de militair zich begeeft, verschuldigd voor de duur van de opdracht, de dagen van afreis en terugreis inbegrepen.

Artikel 5.-

Wanneer een eenvoudige opdracht in een van het land van afreis afgelegen land wordt vervuld, zijn de forfaitaire vergoedingen, bepaald voor het land waarheen de militair zich begeeft, verschuldigd van de dag na de aankomst ter bestemming tot de dag vóór de afreis.

Gedurende de heen- en terugreizen, daarin begrepen de dagen van afreis en aankomst, krijgt de militair in opdracht zijn kosten van voeding, van huisvesting en allerhande vergoed, tegen overlegging van een staat van verantwoording.

.../...

Artikel 6.-

Wanneer de militair op één zelfde dag in verschillende landen een opdracht vervult, krijgt hij zijn kosten van voeding, van logies en allerhande vergoed tegen het hoogste bedrag wanneer een forfaitair bedrag voor elk der landen bestaat, of tegen overlegging van een staat van verantwoording wanneer geen forfaitair bedrag voor een van die landen bestaat.

Artikel 7.-

Wanneer een opdracht een onafgebroken verblijf van ten minste vijftien dagen op dezelfde plaats behelst, worden de forfaitaire vergoedingen voor de duur van dit verblijf met 10 t.h. verminderd.

Afdeling II. Terugbetaling van de vervoerkosten.

Artikel 8.-

De overheid die de verplaatsing beveelt, bepaalt de te volgen weg en het te gebruiken vervoermiddel.

De reiskosten, met inbegrip van gebeurlijke rijtuigkosten voor verandering van station, trajecten van station naar hotel en omgekeerd, enz..., en het vervoer van een door de Minister van Landsverdediging bepaald maximum aan reisgoed, overbrenging en verzekering inbegrepen, worden op overlegging van een staat van verantwoording terugbetaald.

.../...

Afdeling III. Terugbetaling van buitengewone kosten.

Artikel 9.-

Buitengewone kosten, en namelijk kosten voor geneesheer en apotheker, kunnen op beslissing van de Minister van Landsverdediging worden terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

HOOFDSTUK II. Vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en gelijkgestelden, aangewezen om in het buitenland cursussen te volgen of stage te maken.

Artikel 10.-

Wanneer een militair of gelijkgestelde aangewezen wordt om in het buitenland cursussen te volgen of stage te maken, krijgt hij vergoeding van :

1° de kosten van voeding, van huisvesting en allerhande, tegen overlegging van een staat van verantwoording, indien hij niet kosteloos is kunnen gehuisvest en gevoed worden op Staatskosten ; bestaan er echter forfaitaire vergoedingen voor dat land, dan krijgt hij zijn uitgaven voor allerhande kosten vergoed, door toekenning van de in artikel 2, 1°, bepaalde vergoeding ;

2° zijn vervoerkosten en zijn buitengewone kosten, volgens het bepaalde in de artikelen 8 en 9.

.../...

HOOFDSTUK III. Vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en gelijkgestelden die vast verbonden zijn aan in het buitenland gevestigde militaire organismen.

Afdeling I. Terugbetaling der verblijfkosten.

Artikel 11.-

Aan de militairen en gelijkgestelden, die vast verbonden zijn aan in het buitenland gevestigde militaire organismen, worden forfaitaire vergoedingen, genaamd "vergoedingen wegens vaste dienst in het buitenland" en vastgesteld in de bijlagen van dit besluit, uitgekeerd volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 12 tot 16.

Zij worden maandelijks, na vervallen termijn, uitbetaald.

Artikel 12.-

De vergoedingen wegens vaste dienst in het buitenland omvatten :

1° een vergoeding tot dekking van allerlei kosten, die in alle omstandigheden verschuldigd is;

2° een vergoeding tot dekking van de voedingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten werd gevoed.;

3° een vergoeding tot dekking van de huisvestingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten werd gehuisvest.

Artikel 13.-

§ 1. De vergoedingen wegens vaste dienst zijn verschuldigd van de dag nadat de militair zich bij zijn post voegt tot de dag voordat hij hem definitief verlaat.

.../...

§ 2. Van de dag af waarop hij België verlaat - die dag inbegrepen -, tot en met de dag waarop hij de post, waarbij hij zich voegt, bereikt, van de dag af waarop hij in geval van staking van zijn functies zijn post verlaat - die dag inbegrepen -, tot en met de dag waarop hij in België terugkeert, wordt de belanghebbende beschouwd als hebbende een tijdelijke opdracht in het buitenland vervuld, en zijn de bepalingen van afdeling I van hoofdstuk I van dit besluit op hem van toepassing.

Artikel 14.-

De militair, die vast verbonden is aan een militair organisme in het buitenland en die in of buiten het land waar dat organisme gevestigd is met een opdracht wordt belast, wordt vanaf de dag van afreis - die dag inbegrepen - tot en met de dag van terugkeer beschouwd als hebbende een tijdelijke opdracht in het buitenland vervuld, en de bepalingen van hoofdstuk I van dit besluit zijn op hem van toepassing.

Heeft de opdracht in België plaats, dan gelden als bedragen van de vergoedingen waar de militair recht op heeft, die welke bepaald zijn in de regeling van de vergoedingen voor verplaatsingen binnen het Rijk.

Tijdens die opdrachten worden de vergoedingen wegens vaste dienst in het buitenland verminderd op de vergoeding tot dekking van de kosten van huisvesting, voor zover de militair die vergoeding in de zetel van zijn organisme geniet.

.../...

Artikel 15.-

Voor de periodes van gunst-, spoed- of herstelverlof heeft de militair recht :

1° op de helft van de vergoedingen voor kosten van voeding en allerhande, om het even of hij, op de plaats waar het organisme zetelt, al dan niet een vergoeding voor voedingskosten geniet;

2° op de vergoeding voor huisvestingskosten, voor zover hij die geniet op de plaats waar het organisme zetelt.

Artikel 16.-

§ 1. Wordt een militair, die aan een militair organisme met zetel in een vreemd land verbonden is, aangewezen om vast verbonden te worden aan een militair organisme met zetel in een ander vreemd land, dan zijn de vergoedingen wegens vaste dienst in het buitenland, geldend voor het land dat hij verlaat, hem niet langer verschuldigd vanaf de dag van afreis, die dag inbegrepen; de vergoedingen vastgesteld voor het land van zijn nieuwe post zijn hem verschuldigd van de dag na zijn aankomst ter bestemming.

§ 2. Gedurende de reis wordt de belanghebbende beschouwd als hebbend een tijdelijke opdracht in het buitenland vervuld,en zijn de bepalingen van afdeling I van hoofdstuk I van dit besluit op hem van toepassing.

.../...

Afdeling II. Terugbetaling van de vervoerkosten.

Artikel 17.-

§ 1. De overheid die de reis beveelt, bepaalt de te volgen weg en het te gebruiken vervoermiddel.

§ 2. De weddetrekkende militairen kunnen zich van hun familie laten vergezellen, mits daartoe vooraf door de Minister van Landsverdediging te zijn gemachtigd.

Onder familie wordt verstaan: de echtgenote en de minderjarige kinderen ten laste.

Bij uitzondering en na bijzondere en voorafgaande machtiging van de Minister van Landsverdediging, kunnen de kinderen van meer dan 21 jaar en gebeurlijk andere personen ten laste beschouwd worden als deel uitmakend van de familie.

§ 3. De reiskosten van de militair of gelijkgestelde en gebeurlijk van zijn familie, met inbegrip van de gebeurlijke rijtuigkosten bij de veranderingen van station, de trajecten van station naar hotel en omgekeerd,enz..., de vervoerkosten van een door de Minister van Landsverdediging bepaald maximum aan reisgoed, overbrenging en verzekering inbegrepen, worden tegen overlegging van een staat van verantwoording terugbetaald.

Artikel 18.-

Gedurende de verloven worden geen reiskosten terugbetaald.

Evenwel, voor de verloven in België doorgebracht na de dienstperioden in het buitenland, geniet de militair voor zich en zijn familie een kosteloze heen- en terugreis.

Onder dienstperiode dient de tijd te worden verstaan gedurende welke de militair zijn functies uitoefent of geacht wordt ze uit te oefenen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt deze perioden voor ieder organisme.

/

Afdeling III. Terugbetaling van de buitengewone kosten.

Artikel 19.-

Buitengewone kosten, en namelijk kosten voor geneesheer en apotheker, kunnen op beslissing van de Minister van Landsverdediging worden terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Afdeling IV. Uitkeringen voor gezinslast.

Artikel 20.-

§ 1. De weddetrekkende militair in vaste dienst in het buitenland, die zich laat vergezellen van minderjarige kinderen te zijnen laste of deze laat overkomen, komt in aanmerking voor het stelsel der kinderbijslagen dat van toepassing is op de militairen wier kinderen in het Koninkrijk worden grootgebracht.

§ 2. Bovendien wordt hem voor ieder van zijn kinderen een dagelijkse vergoeding ten bedrage van zeven frank toegekend.

Artikel 21.-

De in artikel 20 bepaalde uitkeringen blijven integraal verschuldigd wanneer de weddetrekkende militair in vaste dienst in het buitenland. in één der gevallen verkeert, welke zijn bepaald in de artikelen 14 en 15 van dit besluit.

.../...

HOOFDSTUK IV. Slotbepalingen.

Artikel 22.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 2 en 27, 4°, van het reglement nopens de verplaatsingsvergoedingen der officieren en militairen van lagere rang alsmede der ambtenaren en burgerlijke agenten behorende tot het departement van Landsverdediging, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 17 Maart 1931;

2° het besluit van de Regent van 24 Januari 1948 dat wijziging brengt aan de vergoedingen toegekend aan de militairen in dienst in het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland;

3° het ministerieel besluit van 12 Juli 1948 tot vaststelling, te rekenen van 1 Januari 1948, van de vergoedingen toegekend aan het tijdelijk personeel werkzaam in de burelen van de militaire attaché te Parijs, alsmede van de stage- en zendingsvergoedingen in Frankrijk.

Artikel 23.-

Aan de militairen, die tussen 1 Januari 1949 en de datum van bekendmaking van dit besluit vast verbonden waren aan een militair organisme met zetel in het buitenland, is de vergoeding wegens vaste dienst in het buitenland, waarop zij voor deze periode normaal aanspraak hebben, volledig verschuldigd, welke ook de opdrachten en dienstreizen zijn die zij mochten hebben vervuld of gedaan. De huisvestingkosten welke zij tijdens deze opdrachten en dienstreizen mochten voorgeschoten hebben, zullen hun op basis van de werkelijke kosten worden terugbetaald.

.../...

Artikel 24.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Evenwel hebben de bepalingen van hoofdstuk III uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

Artikel 25.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :
De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Tabel gevoegd bij het besluit van de Regent tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en met militairen gelijkgestelde personen, die opdrachten in het buitenland vervullen.

1. Bedrag der forfaitaire verblijfvergoedingen
   (in de tabellen)

vergoeding voor voedingskosten	vergoeding voor kosten allerhande	vergoeding voor huisvestingkosten.

2. Bedrag der vergoedingen wegens vaste dienst in het buitenland.
   (in de tabellen hetzelfde als hierboven)
   (aan het einde der tabellen)

Ons bekend om te worden gevoegd bij het besluit van de Regent van

VANWEGE DE REGENT :
De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M.le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.